

Institut d'Etudes Judiciaires

Université MONTESQUIEU Bordeaux IV

EXAMEN D'ENTREE AU C.R.F.P.A

Session 2008

Mardi 16 septembre 08

Procédure Administrative contentieuse

M. MELLERAY

CAS PRATIQUE

Durée de l'épreuve 2 h 30

M. Socrate vient vous poser les questions suivantes.

Il a engagé un contentieux contre son voisin il y a cinq ans devant le Tribunal administratif. Et ce dernier n'a toujours pas statué au fond, attendant depuis près de quatre ans la réponse du Tribunal de grande instance à une question préjudicielle nécessaire à la résolution du litige. Comment M. Socrate peut-il obtenir réparation de ce préjudice ?

Son entreprise est en litige avec la commune de Bordeaux, cette dernière l'ayant emporté devant la Cour administrative d'appel. M. Socrate a alors formé un pourvoi en cassation. Il a ensuite conclu une transaction avec la Commune. Peut-il demander l'homologation de cet accord au Conseil d'Etat ?

Son entreprise exploite une usine chimique et vient de faire l'objet d'une décision défavorable émanant des services de l'Etat. M. Socrate considère qu'il satisfait désormais aux exigences du Préfet. Cette évolution est-elle susceptible d'influer sur le sort du recours formé contre la décision préfectorale ?

Il vient de perdre un procès devant le Conseil d'Etat. Or il considère que ce dernier a violé le droit communautaire en ne respectant pas le principe de protection de la confiance légitime. Peut-il obtenir réparation ? Doit-il saisir la Cour de justice ?

Un immeuble lui appartenant a fait l'objet d'une décision de préemption. Peut-il la contester alors même que cette préemption s'est faite au prix fixé par la déclaration d'intention d'aliéner et que le transfert de propriété a déjà eu lieu ?

Sa femme dirige une entreprise de vente en ligne sur internet. Elle souhaite contester une recommandation de la Commission des clauses abusives. Quel juge doit-elle saisir ?

Son neveu, policier, a fait l'objet d'un blâme confirmé par le Tribunal administratif. Pourra-t-il en appel invoquer l'article 6§1 de la CEDH contre la décision de sanction ainsi que contre le jugement ?

Le fils de sa voisine, qui est de nationalité étrangère, réside en Amérique du Sud. Il vient de faire l'objet d'un refus de visa alors même qu'il est étudiant (en droit de surcroît) et qu'il souhaitait juste rendre visite à sa mère durant les vacances. Quel juge doit-elle saisir pour contester cette décision ?